



Résolution N°5 votée par le 23e Congrès National de déi Lénk le 26 avril à Mamer

Non à la militarisation de l'Union Européenne

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, l'Europe connaît un regain de décisions politique en faveur d'une remilitarisation massive, et ce malgré l'augmentation constante des dépenses militaires des dix dernières années. L'Union Européenne (U.E) s'est engagée en mars 2025 à mettre en place un plan de réarmement massif. Nommé « Readiness 2030 » (anciennement « ReArm Europe ») celui-ci vise l'objectif d'investir dans l'armement des sommes colossales jamais envisagées au niveau de l'U.E.

Il est impossible de dissocier les problèmes de sécurité des tensions internationales, des bouleversements socio-économiques et environnementaux, et du pillage ainsi que de l'exploitation des ressources.

La réduction de la sécurité à une question d'armement et de rapport de force militaire va conduire l'humanité au bord du gouffre et empêche toute coopération multilatérale indispensable pour faire face aux problèmes les plus urgents tel que le dérèglement climatique, la pauvreté ou le logement.

La course à l'armement mène inévitablement à l'horreur de la guerre – l'Histoire l'a maintes fois montré- et ne mène jamais à la coopération et la fraternité entre les peuples, pourtant la seule voie possible pour éviter le chaos dévastateur que le monde connaît aujourd'hui.

Une menace fabriquée

L'U.E. justifie cette politique de réarmement massif par la « menace russe », qui est censée être un danger existentiel pour l'ensemble des pays européens membres de l'OTAN. Ce raisonnement n'est pas totalement infondé: les revendications russes incessantes sur le territoire ukrainien depuis 2014 illustrent clairement la politique militaire injustifiable et extrêmement agressive de la Fédération de Russie.

La tendance politique générale est désormais d'utiliser la Russie comme prétexte pour faire peser le fardeau de la guerre sur la population: réintroduction de la conscription, augmentation de la production d'armes, diffusion de propagande pro-militaire, etc.

En réalité, l'une des raisons pour lesquelles la machine de guerre russe est restée du moins à flot, est le refus des entreprises de se conformer pleinement aux sanctions, ainsi que l'absence de pression ou de conséquences imposées à ces entreprises par les dirigeants européens. Entre 2022 et 2023, les entreprises étrangères opérant en Russie ont versé 20 milliards de dollars d'impôts directement au Kremlin.

L'économie russe se trouve pour l'essentiel dans une «zone de mort», la grande majorité des recettes publiques étant affectée au front. C'est à ce moment précis que les sanctions deviennent les plus efficaces.

Les gouvernements de l'UE doivent s'engager pleinement à désarmer la machine de guerre russe, plutôt que de mener une politique de remilitarisation.

Un choix politique

Le programme « Readiness 2030 » prévoit de mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros, dont 150 milliards en prêts directs et 650 milliards par l'assouplissement des règles budgétaires nationales. Pendant ce temps, les investissements promis pour le climat, les hôpitaux, les transports publics ou le logement sont sans cesse reportés ou réduits. C'est un choix politique évident : **celui de l'austérité sociale et de l'abondance militaire. La façon dont le gouvernement s'est débarrassé de l'augmentation du salaire social minimum en est un exemple.**

Au Luxembourg, le gouvernement avait déjà annoncé dans son accord de coalition de 2023 l'augmentation des budgets militaires à 2 % du Revenu National Brut (RNB), mais depuis le printemps 2025 et le plan de la commission européenne, les annonces se multiplient : création par la chambre de commerce de la feuille de route Lux44Défense avec comme objectif de « transformer l'augmentation des dépenses militaires en levier de souveraineté, de croissance économique et d'innovation » ; création de l'association de lobby LuxDefense regroupant plus de 100 entreprises basées au Luxembourg et actives dans l'armement et les biens à double usage ; projet d'assouplissement de la loi sur la fabrication de munitions ; projet de coopération avec la Belgique sur un hôpital militaire ou des batteries de missiles sol-air ; annonce de la création par la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) d'un fond spécial destiné à investir dans la production d'armement et de bien à double usage, levée d'obligation d'Etat (« Defence Bond ») pour le réarmement.

Le budget 2026 de la défense, prévoit une hausse budgétaire importante de 64% prévue pour la dotation du **Fonds d'équipement militaire** qui devrait passer à 635 millions d'euros.

Il est également de plus en plus clair que beaucoup de ces démarches se font dans la plus grande opacité et bien loin de tout contrôle démocratique par les citoyens.

Face à la morosité économique et les crises multiples du capitalisme, l'U.E. et notre gouvernement nous fait miroiter grâce à la production d'armements une relance miraculeuse avec de nombreuses créations d'emploi et une croissance enfin retrouvée, mais c'est tout le contraire qui va se produire : le secteur de l'industrie de l'armement est fondamentalement non-productif et ne conduit à moyen et long terme qu'au chaos et à la destruction : **les armes sont faites pour faire la guerre!**

Les milliards investis dans l'armement vont inévitablement manquer dans les secteurs qui en ont le plus besoin : la transition énergétique, le logement, la santé, les services sociaux, l'éducation, les transports publics...

Une Europe de la paix et non une Europe de la guerre

En se définissant comme « puissance militaire » l'Union européenne renonce à jouer un rôle diplomatique autonome. En s'alignant sur les stratégies de l'OTAN, et en se soumettant aux dictats de l'administration américaine, elle prolonge des logiques de confrontation et ferme la voie à une sécurité commune fondée sur le désarmement, la coopération et le droit international — au lieu de l'ouvrir d'engager par une rupture nette avec les logiques militaristes qui gangrènent aujourd'hui les institutions européennes.

Partant, les membres de déi Lénk réunis en Congrès national à Mamer le 26 avril 2026 demandent :

- L'arrêt de toute la politique actuelle de développement d'une industrie militaire au Luxembourg.
- Un moratoire sur le renouvellement de l'armement des forces armées luxembourgeoises.
- La réaffectation d'une partie du personnel de notre armée à des tâches civiles d'utilité nationale.
- Un arrêt de la remilitarisation partout dans le monde et le refus de la logique militariste et du réarmement.
- Un arrêt de l'expansion de l'OTAN à d'autres États en Europe et le démantèlement de celle-ci.
- Un désarmement nucléaire global et généralisé
- L'investissement des sommes colossales allouées à l'armement dans les domaines urgents : le climat et la transition écologique, la protection civile contre les catastrophes climatiques, le logement, la santé, la politique social et les infrastructures.
- La promotion d'une culture de la paix et d'une politique **axée sur la solidarité et la coopération internationale.**
- Le 23 ième congrès de déi Lénk rejette avec détermination, une réintroduction du service militaire obligatoire.
- Le respect de la protection d'individus refusant le service militaire au Luxembourg et dans l'Union européenne.

Une autre Europe est possible : fondée sur la paix, le respect des droits humains— au premier rang desquels le droit à la vie, à l'intégrité physique et à la sécurité —, la justice sociale et climatique et la solidarité internationale.

Mamer, le 26 avril 2026